

# nouvelles girondines

## L'EDITO DE JEAN-LUC GLEYZE

## Ce sont nos paysans qui font la Gironde

Eleveurs, maraîchers, laitiers, vigneron, producteurs d'asperges, « les femmes et les hommes qui nourrissent nos tables », pour reprendre les mots du Syndicat Blaye Côtes de Bordeaux, travaillent quotidiennement pour nous offrir une alimentation en circuit-court et de qualité. Cette filière locale dont nous sommes fiers, chacun s'accorde pour dire qu'il faut la reconnaître et la rémunérer dignement. Mais le bât-blesse quand on en vient au "comment".

Ici, en Gironde, nous appelons à contenir les dérives du marché européen et des traités de libre-échange actuels. Aujourd'hui, plus on a de surface, plus on a de PAC : c'est contraire à la viabilité d'une agriculture nourricière de proximité !

Une révision est donc indispensable pour favoriser le bœuf de Bazas de plutôt que celui d'Argentine, l'Agneau de Pauillac plutôt que celui de Nouvelle-Zélande et les légumes de nos campagnes plutôt que ceux venus d'ailleurs !

Nous devons faire jouer la solidarité et les circuits-courts, pas la concurrence avec des agriculteurs d'autres pays, hors même de l'Union Européenne ! La commande publique, la restauration collective et l'expérimentation sont des solutions déjà engagées et à consolider, notamment en :

- développant l'approvisionnement des cantines de nos collèges, des EHPAD et des établissements médicosociaux avec une production locale, respectueuse des critères sociaux et environnementaux ;
- testant une Sécurité Sociale de l'Alimentation en Gironde sur trois territoires à partir d'Avril 2024 pour assurer une juste rémunération des paysans tout en rendant effectif le droit à l'alimentation.

C'est ainsi que nous privilégierons juste distribution plutôt que grande distribution, et que notre "Gironde Alimen'terre" sera une alternative à l'industrie agro-alimentaire : puisque le travail de la terre remplit nos assiettes, c'est bien lui qu'il faut soutenir !

**Jean-Luc Gleyze**

### Deux jours à Bruxelles pour préparer l'Europe de demain

Enrichir les connaissances sur le fonctionnement de l'Europe, ses enjeux, ses apports chez nous et ses contradictions, sa nécessité d'adaptation dans un monde chamboulé, les nécessaires questionnements sur son évolution, son rapport avec les États membres qui parfois rendent plus complexe son action.

Et confirmer que l'Europe apporte son aide en Gironde, concrètement.

### Le conseil départemental de Gironde appelle l'État à la raison républicaine

Lors du vote du budget primitif 2024, le conseil a adopté un vœu pour un budget équitable, soulignant la nécessité d'une gestion financière qui respecte l'autonomie des collectivités locales, garantissant ainsi des ressources adéquates pour assumer leurs responsabilités et missions et non pallier les manquements de l'État. Cet appel à un budget juste vise à rétablir un équilibre entre l'État et les collectivités, en cohérence avec l'esprit des lois de décentralisation de 1982, pour une action publique efficace et non viciée.

### Le droit d'interpellation local et citoyen girondin, c'est du concret

Après une initiative déposée par l'association L'Abeille Cubzagaise sur la plateforme numérique [jeparticipe.gironde.fr](http://jeparticipe.gironde.fr), nous entrons, avec les associations et syndicats concernés, dans la lutte contre le frelon asiatique, fléau pour la faune locale et exterminateur de nos abeilles.

Piéger ces nuisibles, c'est protéger la filière apicole, agricole et la biodiversité girondine.

### « Notre terre, nos TER »

À La Réole, c'était le mot d'ordre d'une manifestation contre la LGV et pour les transports de proximité. Des trains du quotidien dont le fonctionnement n'est pas satisfaisant pour les usagers, un besoin impératif d'investissements et d'amélioration, un enjeu pour limiter l'utilisation de la voiture, d'un côté. De l'autre, un projet qui va dévaster le Sud Gironde, destiné à aller de métropole en métropole sans aménager le territoire, destructeur de l'environnement, au coût pharaonique (14 milliards d'euros... pour l'instant), et une taxe imposée aux habitants de nos communes !